



Carrefour
de participation,
ressourcement et
formation

Bulletin de liaison

No 107, décembre 2011

2520, avenue Lionel-Groulx, # 315, Montréal, Québec, H3J 1J8, Tél. : (514) 526-2673, Téléc. : (514) 526-6761, Courriel : cprf@cooptel.qc.ca, Site Internet : www.cprf.biz

Le Noël des IndignéEs

Le Temps des Fêtes est à nos portes, avec ses images de confort matériel et d'abondance supposées représenter l'atteinte du bonheur. Cette illusion, savamment maintenue par les firmes de marketing, n'est qu'une stratégie de plus du capitalisme pour sauver un système en faillite, pour tenter encore une fois de transformer de la cendre en or et faire réaliser toujours plus de profits aux actionnaires.

Alors que le niveau d'endettement des gens atteint des seuils inégalés à ce jour et que la Terre souffre d'avoir été tant pressurisée, entretenir l'illusion que tout va bien est plus nécessaire que jamais. Il faut masquer l'affreuse réalité de pauvreté et de misère grandissantes partout sur la planète si l'on veut éviter que ne s'écroule le Temple de la consommation !

Pourtant, les décorations scintillantes ne parviennent plus à nous faire oublier que la banqueroute est imminente. Que le monde ne parvient pas à se relever de la dernière crise économique. Que l'Europe est en train d'imploser. Que la Grèce, l'Espagne et l'Italie sont désormais tenues de recourir aux prêts du FMI. Que le réchauffement climatique n'est plus une menace incertaine, mais un fait, tangible et concret, qui nous met tous en grand danger.



Désormais, nous sommes collectivement conscientEs que l'idéal promu par le capitalisme met à mal 99% de la population mondiale (sans compter l'ensemble des écosystèmes) au profit d'une minorité de 1%. Nous sommes une vaste majorité ! C'est ce que le mouvement des IndignéEs a mis en lumière. Et l'idéal capitaliste, pur et intouchable, n'aime pas cette menace qui provient de la rue, des impurs, de contestataires à peine discernables des itinérants qui pullulent dans les rues des métropoles. Alors il riposte, vidant les places publiques grâce à tous les feux de ses vitrines illuminées et ornées pour Noël.

Le Temps des Fêtes, si l'on revient au sens premier de cette tradition, est une période de bons sentiments. La générosité, la solidarité, le partage ont été longuement loués durant cette période au fil des années. Mais en 2011, dans un monde déstabilisé à la fois au plan économique, politique et environnemental, le bon sentiment promu gagnerait à être de l'indignation.

En cette période de réjouissances, félicitons-nous de l'indignation ambiante et indignons-nous de concert contre l'inacceptable !

Marie-Iris

Appel à la solidarité

Agir et manifester contre la privatisation et la tarification

En tant que membre de la *Coalition opposée à la tarification et la privation des services publics*, le CPRF est déterminé à lutter contre l'agenda néolibéral mis de l'avant par le gouvernement actuel. C'est pourquoi l'équipe du CPRF vous invite à participer à une action de blocage, avec manifestation d'appui, le **16 février prochain, à 8h00, au Centre de commerce mondial**, à Montréal.

Cette action nationale, organisée par la *Coalition opposée à la tarification et la privation des services publics* sous le thème «**Nos richesses= leurs profits. Ça suffit !**» sera une occasion de plus de laisser savoir à nos dirigeantEs que nous considérons leurs décisions comme une atteinte à nos droits et à nos acquis sociaux.

En participant, vous aurez le choix de vous joindre à l'**action de blocage** organisée (dont les détails ne sont actuellement pas dévoilés) ou à la **manifestation d'appui** aux participantEs à l'action de blocage. Le plus grand nombre possible de participantEs aux deux groupes permettra d'assurer le succès de cette opération et de ne pas geler sur place !

Pourquoi ne pas mettre la matinée du jeudi 16 février prochain à votre agenda !

Marie-Iris

Pour des choix éclairés

Saviez-vous que plusieurs aliments que nous consommons sont ou contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM)? De nombreux doutes subsistent concernant l'innocuité des OGM pour la santé et l'environnement. Parfois, des cultures OGM contaminent d'autres cultures sans OGM, ce qui menace la biodiversité et entraîne des coûts importants pour les agriculteurs dont les champs sont ainsi souillés. Par ailleurs, les études d'évaluation devant conduire à l'approbation des nouveaux produits OGM par le gouvernement fédéral ne font pas l'objet d'une étude scientifique indépendante, ce qui laisse planer des doutes à leur sujet.

« Cette année marque le 7e anniversaire de la publication du rapport gouvernemental québécois intitulé *la sécurité alimentaire: un enjeu de société, une responsabilité de tous les intervenants de la chaîne alimentaire (2004)* adopté à l'unanimité, et qui demande d'instaurer l'étiquetage obligatoire des OGM et de poursuivre l'implantation d'un système de traçabilité des aliments. » Puisque les citoyens et citoyennes du Québec ont « un droit légitime à une information complète sur leurs produits » pour faire des choix éclairés, nous vous invitons à signer une pétition demandant l'étiquetage obligatoire des OGM et un soutien substantiel de la part du gouvernement du Québec à l'agriculture biologique :

<https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-1969/index.html>

Nelson

Signer contre le libre-échange

Vous êtes probablement au fait des pourparlers entre le Canada et l'union européenne en vue de la conclusion d'un accord économique et commercial global (AÉCG) qui appauvrira la vaste majorité des citoyenNES au profit des élites. Aujourd'hui, nous vous convions à ajouter votre signature à la pétition s'opposant à la signature de cet accord, sur le site de l'assemblée nationale. Voici les termes de la pétition.

ATTENDU l'importance pour la population des enjeux contenus à l'intérieur de l'AÉCG;

ATTENDU la portée historique de cette entente;

ATTENDU QUE tout au long de la négociation, la population a été tenue dans l'ignorance la plus complète quant à ce que peut contenir l'AÉCG et quant au caractère irréversible des changements qui en découleront;

ATTENDU l'ampleur du cynisme qui existe présentement à travers la population envers nos institutions politiques;

ATTENDU l'imminence de la signature de l'AÉCG, selon les dires mêmes du négociateur pour le Québec, M. Pierre Marc Johnson;

Nous demandons au gouvernement du Québec de tenir une série de consultations publiques sur les tenants et aboutissants de l'Accord.

Nous demandons aussi au gouvernement que la population du Québec puisse se prononcer sur cet Accord par voie de référendum.

Pour signer :

<https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2129/index.html>

Marie-Iris

La pauvreté au Québec

Un débat s'impose

Cet automne, le Collectif pour un Québec sans pauvreté était en campagne pour demander un débat sur la pauvreté à l'Assemblée nationale et au Québec. Le premier volet de cette campagne, **Oui, il faut débattre de la pauvreté au Québec**, s'adressait aux 124 parlementaires siégeant à l'Assemblée nationale « pour leur demander de s'engager, formellement, à faire en sorte qu'une consultation générale ait lieu pour que les citoyenNEs et les organisations puissent se faire entendre sur cette question lors d'une commission parlementaire portant sur les cibles de revenu »¹. Cinq cents personnes ont fait parvenir aux députéEs de l'Assemblée nationale un courriel à cet effet. Toutefois, puisqu'à la fin du mois d'octobre seulement cinquante et un députéEs avaient appuyé cette demande, le Collectif a lancé au début novembre une nouvelle action, **DéputéEs, pourquoi empêchez-vous le débat?** Il s'agissait cette fois-ci d'élargir les appuis des parlementaires à la nécessité d'un tel débat.

Pourquoi de telles actions?

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la campagne du Collectif pour un Québec sans pauvreté **Fixer des cibles de revenu pour le Québec**. « Le but de cette campagne est que le Québec se dote de cibles - et de moyens pour les atteindre - afin d'améliorer le revenu des personnes assistées sociales et des travailleuses et travailleurs pauvres. Pour atteindre ce but, il est essentiel d'obtenir une commission parlementaire avec consultation générale pour que le débat sur la question des cibles soit réellement public, pour que les groupes et la population en général puissent y participer. »²

Pourquoi un tel débat?

La lutte à la pauvreté représente un enjeu de société incontournable. Les coûts sociaux de la pauvreté sont très élevés. En fait, ils sont plus élevés que ce qu'il en coûterait de fixer des cibles de revenus qui permettraient aux personnes vivant

dans la pauvreté de vivre dignement.³ Par exemple, pensons aux coûts infligés au système de santé à cause de la pauvreté. À titre d'exemple, « les habitants des territoires du CLSC des Faubourgs, dans le sud de Montréal, vivent 10,7 années de moins, en moyenne, que ceux du CLSC Lac St-Louis, dans l'Ouest-de-l'Île »⁴ situé dans un milieu favorisé. Cela est connu, la précarité économique affecte la santé physique et psychologique des personnes se retrouvant dans une pareille situation. Ces personnes vont donc utiliser davantage le système de santé. Par ailleurs, la situation québécoise « s'est grandement détériorée au cours des dernières années au regard des différents indices de pauvreté (les personnes seules, les familles monoparentales, etc.), ce qui ne peut qu'entraîner des effets directs et indirects sur la santé et le bien-être des plus défavorisés »⁵. Plus les citoyenNEs se portent mal, plus les coûts liés à cette situation vont augmenter.

La pauvreté coûte socialement cher. Le gouvernement du Québec soutient que nous n'avons pas les moyens de fixer des cibles de revenus pour enrayer la pauvreté au Québec. Pourtant, lorsque nous regardons la situation de plus près, il apparaît de plus en plus évident que collectivement nous n'avons pas les moyens de ne pas éliminer la pauvreté, car en fin de compte les coûts sociaux associés à la pauvreté sont de beaucoup plus élevés que ce qu'il en coûterait pour l'éliminer. Nous ne pouvons faire l'économie d'un débat sur cette question d'intérêt collectif. Alors, faisons-le et ça se fera!

Nelson



³ MÉPACQ, *Rapport ministériel sur les cibles d'amélioration du revenu*,

<http://www.mepacq.qc.ca/rapport-ministeriel-sur-les-cibles-d%E2%80%99amelioration-du-revenu/>

⁴ Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal, *Les inégalités sociales de santé : qu'est-ce que c'est?*

http://www.centrelearoback.ca/coup_d_oeil

⁵ Université du Québec à Chicoutimi, Serge Cantin, *Résumé*,

http://classiques.uqac.ca/contemporains/paquet_ginette/facteurs_soc_sante_mort/facteurs_soc_sante_mort_res_ume.html

¹ Collectif pour un Québec sans pauvreté :

www.pauvrete.qc.ca

² *Idem*

Ensemble, on va plus loin

Un proverbe africain dit : « Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. » Tel est l'esprit de l'approche AVEC. Qu'est-ce que l'approche AVEC? Comment se vit-elle au sein des groupes de lutte à la pauvreté au Québec? Y répondre sera l'objectif de cet article.

L'AVEC est un principe d'action, de mobilisation, de construction sociale. Il s'agit de penser, de décider et d'agir avec les personnes en situation de pauvreté parce qu'elles sont les premières concernées par cette situation. On ne peut pas faire une véritable lutte à la pauvreté sans s'associer étroitement aux personnes qui la vivent.

L'approche AVEC, c'est l'alliance entre les personnes qui vivent la pauvreté et celles qui leur sont solidaires sans la vivre elles-mêmes. Pour les groupes d'abord, c'est une démarche de valorisation des expériences et des savoirs pour transformer les pratiques de lutte à la pauvreté; c'est également l'apprentissage à partager le pouvoir au sein du groupe. Ensuite, pour les personnes en situation de pauvreté, c'est faire l'expérience de son pouvoir citoyen et contribuer à l'action collective; ça demande de « s'afficher », de s'exposer sur la place publique. Enfin, pour les intervenantEs, ça demande de se poser dans un rapport d'égalité, d'ajuster le rythme, de revoir son langage et ses modes de communication; ça permet d'enraciner son action dans la réalité des personnes. De part et d'autre, l'écoute, l'ouverture et l'adaptation sont des préalables nécessaires pour édifier un rapport qui soit constructif, car c'est la profondeur des alliances qui permet une bonne mobilisation et un rapport de force.



Cette approche pose la question du comment mener les luttes sociales. Mener ces luttes AVEC, c'est s'engager dans un processus d'inclusion des différentes contributions des individus. Ça commence par la reconnaissance et la mise en valeur des différentes expertises. On part du postulat que toutEs possèdent des savoirs et des expériences qui leur sont propres; c'est un travail d'ouverture au changement et d'engagement qui permet de les prendre en considération et de les intégrer. C'est un travail de croisement des savoirs. Si les intervenantEs ont une expertise plus politique, souvent perçue comme étant l'Expertise, ce sont les personnes en situation de pauvreté qui ont l'expertise du vécu de pauvreté et qui sont généralement les mieux outillées pour en expliquer les conséquences. Le travail AVEC consiste justement en l'unification de ces différentes expertises pour construire un savoir, un mouvement et un rapport de force ancrés dans la réalité.

Il faut considérer deux dimensions importantes d'une démarche AVEC : conjuguer les énergies et travailler ensemble. La première fait appel à la mobilisation, à la sensibilisation, à l'éducation populaire. C'est le travail de construction des alliances. La seconde réfère plus au travail organisationnel : par exemple, s'assurer de faire la planification avec les participantEs et prévoir un espace d'évaluation des actions, réunions etc., avec eux et elles. De là vient l'expression penser, décider et agir avec les personnes en situation de pauvreté.

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté est né de la volonté d'inventer, avec les

personnes qui la vivent, une loi pour éliminer la pauvreté. Il a pris forme à travers le travail citoyen de consultation pour élaborer une proposition de loi et à travers les actions politiques, petites et grandes, menées pour obtenir les décisions gouvernementales nécessaires. Tant dans ses structures démocratiques que dans ses actions collectives, le Collectif est donc marqué par l'approche AVEC. Devenu une coalition nationale reconnue, réunissant plus d'une trentaine d'organisations nationales actives dans la défense de droits et des grands syndicats, il s'efforce de garder bien vivante et de diffuser l'approche AVEC, tant dans ses propres rangs que dans le reste de la société. C'est dans ses collectifs régionaux, répandus à travers le Québec, que les personnes en situation de pauvreté occupent la plus grande place.

Au Québec, d'autres pratiques se rapprochent du principe AVEC. On n'a qu'à penser à l'alphabétisation populaire, à l'approche conscientisante, à l'éducation populaire autonome, à l'intervention féministe et à l'empowerment. Elles ont des points communs : elles partent du vécu des personnes, elles reposent sur leur participation, elles s'inscrivent dans un processus de développement du pouvoir personnel et collectif. Il ne faut pas oublier qu'elles sont également des laboratoires sociaux pour expérimenter et réfléchir sur le monde qu'on voudrait avoir, qu'elles permettent de briser l'isolement et qu'elles permettent un autre rapport au savoir, celui de l'exploration, de la recherche et de la construction ensemble. Enfin, elles mènent à agir ensemble pour transformer la société.

Cette démarche n'est pas sans défis, le plus grand étant sans doute de tenir compte du

vécu différent des unEs et des autres, de ceux et de celles qui vivent la pauvreté et en souffrent quotidiennement, et des autres qui en sont relativement à l'abri. Les points de vue, les motivations et les rythmes sont différents. La lutte politique entraîne souvent une rationalisation de la pauvreté qui occulte le fait que, jour après jour, la pauvreté vécue est stressante, cause l'isolement et rend malade. Le peu d'avancées dans la lutte peut alors faire ressortir une colère et une impatience bien justifiées.

Les expressions faire POUR, faire AVEC et faire ENSEMBLE reflètent bien les enjeux quotidiens de la lutte à la pauvreté. POUR veut dire en faveur de..., le plus souvent c'est travailler à la place de..., c'est donc travailler sans. AVEC veut dire en conjuguant les savoirs, les capacités, les énergies. L'AVEC mène à travailler ENSEMBLE, de sorte que l'expérience commune qui nous réunit devient plus marquante que les différences qui nous distinguent.

Le Collectif a d'ailleurs nommé « Ensemble, autrement » des journées de colloque et de démarche collective réunissant des personnes et des groupes des divers horizons de lutte à la pauvreté. Il continue tout de même à parler de l'approche AVEC, afin de préciser que la lutte doit se faire avec

les personnes en situation de pauvreté, ce que le terme *ensemble* ne spécifie pas. La démarche AVEC pose la nécessité de nommer les situations de vie injustes et souligne une démarche d'inclusion dans la différence. Il faut donc tendre à travailler ENSEMBLE, en continuant à passer par l'AVEC.

Cynthia Moreau, Responsable du développement et de la recherche AVEC au Collectif pour un Québec sans pauvreté.



Inclusion ou réciprocité ?⁶

Pour toute personne s'intéressant à la solidarité, il y a une réflexion à faire autour des enjeux de l'inclusion versus la réciprocité. L'inclusion suppose que l'on se joigne à ce qui existe déjà, que l'on s'y insère, s'y incorpore. La culture dominante d'une société revendique presque toujours que les cultures minoritaires ou minorisées s'incluent. Cette inclusion implique une perte d'originalité, d'individualité, de culture, ce qui ne se fait pas sans attenter à l'image et à l'estime de soi des personnes qui doivent s'intégrer. Comment en effet céder sans conséquences les repères culturels dans lesquels on baigne depuis sa plus tendre enfance ? La musicalité de notre langue, le côté rassurant des rites religieux qui marquent le passage des saisons et des événements de la vie, l'aisance avec laquelle on porte nos vêtements les plus familiers...



Les membres d'une culture dominante ont souvent l'impression de rendre service aux autres en leur imposant leur culture, de faire un acte civilisateur, émancipateur. Les personnes issues de la culture dominante ne réalisent pas ce qu'il peut y avoir de cruel à exiger des autres un tel sacrifice et à revendiquer l'inclusion de tous et toutes à leur culture. Cette attitude induit inévitablement une hiérarchisation des cultures, la nôtre étant *la meilleure* et les autres étant moins valables. Il n'y a aucun espace pour la solidarité dans une telle attitude, car on ne reconnaît pas *l'autre* comme étant égale à soi, dans toutes ses différences.

Au plan économique, l'inclusion dans le capitalisme a été pour des peuples partout dans le monde une source d'exploitation, d'oppression et d'aliénation. Rien de bien émancipatoire dans les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI ! Rien de très libérateur dans l'imposition du salariat comme mode de vie généralisé. Rien de très moderne dans le vol des terres agricoles ancestrales en vue d'implanter une agro-industrie qui ne profite pas à ceux et celles qui en assurent la culture. Finalement, rien de très humanisant dans le fait de passer d'une culture où la sexualité est tabou à une société qui légalise les bordels et le tourisme sexuel. C'est pourtant ce qui est arrivé au Sénégal, au Mexique, au Brésil, au Guatemala, en Thaïlande et bien d'autres, toujours au nom de l'inclusion dans la modernité associée au capitalisme. Plus près de nous, les nombreux programmes de *réinsertion* qui veulent amener les marginaux à *rentrer dans le moule* parlent aussi au nom de l'inclusion. Cette inclusion forcée, dont les règles sont fixées par le système même qui crée l'exclusion, peut-elle être considérée comme de la solidarité ?

D'autres attitudes sont nettement plus porteuses de solidarité que l'inclusion. Alors que l'inclusion suppose la prédominance du modèle de société auquel on doit être inclus, la réciprocité suppose un échange, un partage, une construction collective autour de valeurs communes. La réciprocité, c'est l'acceptation à la base des différences entre les gens, les peuples, les sociétés, et la conscience aiguë de l'inter influence entre eux. La réciprocité rejoint de très près la solidarité dans son a priori égalitaire. Ainsi, aucun modèle n'est dominant et ne s'impose à l'autre. Les différences ne se trouvent pas hiérarchisées ou connotées positivement ou négativement, mais considérées

⁶ Extrait du texte *Une amorce de réflexion autour du défi des solidarités*, publié le 21 octobre 2011 par le CPRF.

comme co-existantes. Leur interaction, plutôt que de créer des polarisations et des conflits sociaux (fondamentalisme religieux, xénophobie, conflits interethniques, etc.) se passe dans la fluidité et le partage. Pourrions-nous alors considérer que l'opposé de l'exclusion n'est pas l'inclusion mais plutôt la réciprocité ?

Marie-Iris

Quand des jeunes s'initient à l'analyse sociale !

Depuis 12 ans, le CPRF organise chaque année une fin de semaine de partage et de réflexion sur un thème social pour des jeunes de 6 à 14 ans. C'est une activité qui implique tant les enfants que les parents. Année après année, un groupe de parents prend du temps pour réfléchir la démarche qui sera vécue par les jeunes. Année après années, les jeunes reviennent parce qu'ils ont créé des liens avec les autres, parce que les démarches ne sont jamais banales, parce que c'est un moment privilégié de présence des parents aux enfants dans une atmosphère de communauté qui fait parfois cruellement défaut dans notre monde individualisé.



Parce que le site est enchanteur, les démarches font toujours une belle part aux activités extérieures. L'an dernier, pour le thème des droits des enfants, le camp est rapidement devenu un camp de travail forcé, régenté par un général et ses colonels sans pitié. Mais grâce à la convention des droits de l'enfant de l'ONU, les tyrans ont été mis en procès et jugés coupables. On a célébré les droits des enfants et reconnu à chacun leur liberté d'être et de s'exprimer par la remise d'un magnifique bâton de parole décoré par leurs parents. En 2010, les jeunes et leurs parents sont devenus des réfugiés climatiques. Il a bien fallu se débrouiller pour manger, purifier l'eau et s'organiser avec les

vivres et le matériel de récupération qui nous avaient été parachutés par hélicoptère. Sans parler de l'année où les jeunes sont devenus des exiléEs d'Haïti, d'Afghanistan, du Mali, ... Ils ont dû travailler pour des exploiters sans scrupules, abandonner ce qu'ils avaient de plus précieux pour aller vers un pays inconnu, déchiffrer des formulaires d'immigration dans une langue incompréhensible, faire face à des douaniers rébarbatifs...

Chaque année, dans ce camp, des jeunes font l'expérience de la solidarité, du partage, d'un projet de société centré sur la dignité des personnes. Chaque année, des parents transmettent, dans l'action, des valeurs sociales importantes à leurs jeunes et fabriquent pour eux un objet qui reconnaît leurs forces et leurs qualités dans l'implication sociale. Chaque année, le CPRF joue son rôle fondamental de soutenir l'engagement social et forme une relève précieuse pour l'avenir du monde!

Si vous êtes un parent, un grand-parent ou si vous connaissez des parents et des grands-parents qu'une telle activité pourrait intéresser, faites-nous signe (514-526-2673). Il reste de la place au camp !

Louise

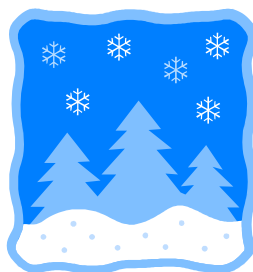
À inscrire à votre

- **6 février**, *Comprends-tu ce que tu lis?*, Où?: Salle de la **Librairie Paulines**, 2253 Masson, Montréal, Thème de l'année 2011-2012 : *L'Apocalypse. Pas de compromission avec l'Empire*, Thème de la rencontre : Face à la planification du Dragon, de **17h30 à 19h30**. Contribution : **10\$**.
- **5 mars**, *Comprends-tu ce que tu lis?*, Où?: Salle de la **Librairie Paulines**, 2253 Masson, Montréal, Thème de la rencontre : Face à la Bête et sa Propagande, de **17h30 à 19h30**. Contribution : **10\$**.
- **30 mars**, rencontre de Pâques du **Carrefour Montréal**, Où?: **Centre Justice et foi**, 25 Jarry Ouest, Montréal, de **16h00 à 20h00**.
- *Nous en profitons pour vous souhaiter une heureuse période des Fêtes de Noël et du Nouvel An qui se conjuguent avec la solidarité, la justice et l'équité entre les êtres humains et entre eux et l'environnement.*

Avez-vous un courriel?

Si vous avez une adresse électronique et que vous recevez le bulletin de liaison par la poste, ce message s'adresse à vous. Vous pouvez recevoir le bulletin par courrier électronique. En fait, nous vous faisons alors parvenir le lien Internet qui vous amène directement sur notre site Internet à la page Bulletin. Par ailleurs, le bulletin y est aussi disponible en version pdf. Vous pouvez alors l'imprimer dans sa version originale en noir et blanc ou en couleur. Cette façon de fonctionner nous permet de diminuer nos frais de fonctionnement. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez la possibilité de recevoir le bulletin autrement que par la poste. Nous vous en remercions à l'avance. Téléphone : (514)526-2673, courriel : cprf@cooptel.qc.ca

L'équipe du CPRF



Le Bulletin de liaison du CPRF est produit par: Michel Brabant, Guy Fortier, Louise Lafortune, Marie-Iris Légaré et Nelson Tardif. Merci à Cynthia Moreau du Collectif pour un Québec sans pauvreté pour sa contribution , à Lucie Lépine et au CROM pour leur généreuse collaboration.

Devenir MEMBRE INDIVIDUEL du CPRF...

...pour contribuer et se solidariser avec



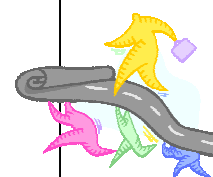
Sa VISION

Le CPRF contribue à bâtir une société écologiquement responsable et inclusive

- ⇒ Où toutes les personnes sont respectées et reconnues;
- ⇒ Où les femmes et les hommes sont traités également;
- ⇒ Où la richesse est partagée équitablement;
- ⇒ Et où les citoyenEs participent démocratiquement aux enjeux qui concernent notre aujourd'hui et notre avenir.

Sa MISSION

Le CPRF est un organisme national d'éducation populaire autonome. Il soutient et dynamise l'engagement des personnes et des groupes impliqués dans la transformation sociale en offrant des sessions et des activités de formation et de ressourcement. Il développe l'analyse critique du point de vue des personnes et des peuples appauvris victimes d'injustices.



Ses VALEURS

Égalité homme femme Justice sociale Démocratie Solidarité Liberté
Foi en l'être humain Responsabilité écologique L'intériorité

Les avantages de devenir un MEMBRE INDIVIDUEL

- La possibilité de participer à la vie associative du CPRF. Ex : participer aux comités, aux assemblées des membres, être élu au conseil d'administration,...
- Être invité aux rencontres et CA élargis qui développent les orientations de travail.
- Participer gratuitement à une session du CPRF offerte gratuitement une fois par année à ses membres individuels.

Demande d'adhésion 2011-2012

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. rés. : _____ Travail : _____

Télec. : _____ Courriel : _____

Cotisation membre : 15 \$ _____ Cotisation de soutien : 35 \$ _____

Autre contribution de solidarité ou don: _____ \$ Reçu d'impôt désiré? Oui ___ Non ___

Signature _____